

DANEMARK

Commission: Sommet sur la coopération entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest

Problématique traitée: Comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines (CEDEAO, l'UEMOA et la CEN-SAD) pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest ?”

INTRODUCTION:

Le Royaume du Danemark est un État d'Europe du Nord, situé entre la mer du Nord et la mer Baltique. Le pays est une monarchie constitutionnelle et une démocratie parlementaire stable. Le chef de l'État est le roi Frederik X (depuis janvier 2024) et la cheffe du gouvernement est Mette Frederiksen, Première ministre (depuis 2019). Membre de l'Union européenne depuis 1973, le Danemark soutient une action européenne coordonnée face aux crises internationales.

La commission étudie comment relancer la coopération entre l'UE et les organisations ouest-africaines (CEDEAO, UEMOA, CEN-SAD) face aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques.

ENJEUX ET IMPACTS POUR LE DANEMARK

L'Afrique de l'Ouest connaît une instabilité forte : coups d'État, tensions politiques, difficultés économiques et expansion de groupes armés. La zone du Sahel est particulièrement touchée par le terrorisme, ce qui augmente les déplacements forcés et fragilise les États. Ces crises concernent le Danemark car elles ont des effets sur l'Europe : migrations irrégulières, réseaux criminels, instabilité régionale et risques sécuritaires.

POSITION DU ROYAUME DU DANEMARK SUR LA PROBLÉMATIQUE ET POSSIBLES SOLUTIONS

Le Royaume du Danemark défend une relance de la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines fondée sur des principes clairs, exigeants et cohérents. Cette coopération doit être structurée autour de la démocratie, de la sécurité durable, du contrôle migratoire et du développement économique responsable.

Sur le plan démocratique, le Danemark soutient une coopération basée sur la bonne gouvernance, c'est-à-dire une gestion transparente des finances publiques, une lutte effective contre la corruption et des institutions respectant l'État de droit. Le Danemark estime que la stabilité politique en Afrique de l'Ouest passe par des transitions constitutionnelles claires et des élections libres. Par conséquent, notre pays soutient le principe de conditionnalité démocratique : l'aide européenne doit être maintenue ou renforcée lorsque des progrès concrets sont réalisés, et réorientée si les principes fondamentaux ne sont pas respectés. Cette position est proche de celle des Pays-Bas et de plusieurs États nordiques, et peut apparaître plus ferme que celle de certains États membres qui privilégient avant tout la stabilité sécuritaire ou les intérêts stratégiques.

Sur le plan sécuritaire, le Danemark reconnaît que la lutte contre le terrorisme, notamment dans la zone du Sahel, constitue une priorité. Les crises terroristes au Mali, au Niger ou au Burkina Faso fragilisent les États, provoquent des déplacements massifs de population et alimentent les réseaux criminels transnationaux. Toutefois, le Danemark privilégie une approche fondée sur le renforcement des capacités locales, la formation des forces de sécurité, le soutien aux institutions judiciaires et la protection des civils plutôt que des interventions militaires massives, qui inciteraient à la violence extrême. Cette ligne est comparable à celle de l'Allemagne, qui favorise également une approche de soutien et de formation, et se distingue d'une stratégie plus interventionniste historiquement adoptée par la France. Le Danemark considère que la prévention, la formation, la coopération régionale et la consolidation institutionnelle constituent des réponses plus durables face au terrorisme.

En matière migratoire, la question concerne directement le Danemark. Bien que le pays ne soit pas en première ligne géographique comme l'Espagne ou l'Italie, les flux migratoires vers l'Europe touchent l'ensemble des États membres. Selon les données officielles danoises, plusieurs milliers de résidents au Danemark sont originaires d'Afrique de l'Ouest, notamment du Nigeria, du Ghana et du Sénégal, et les demandes d'asile en provenance de certains pays africains évoluent en fonction des crises régionales. Même si ces chiffres restent inférieurs à ceux observés en Allemagne ou en France, la question migratoire occupe une place centrale dans le débat politique danois. La société danoise accorde une grande importance à la maîtrise des flux et à l'intégration. Le Danemark adopte donc une position ferme contre l'immigration irrégulière et soutient les accords de réadmission. Ces accords sont des ententes entre deux pays par lesquelles un État accepte de reprendre ses ressortissants lorsqu'ils se trouvent en situation irrégulière dans un autre pays, afin d'organiser leur retour de manière légale et encadrée. Notre pays soutient également la coopération européenne pour lutter contre les réseaux de passeurs. Cette position est plus restrictive que celle de certains États membres favorables à une politique d'accueil plus large, mais elle correspond à la priorité nationale donnée au contrôle des frontières et à la cohésion sociale.

Sur le plan économique, le Danemark soutient une relance de la coopération fondée sur des investissements durables et structurants. Notre pays appuie les initiatives européennes telles que Global Gateway, programme visant à mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements entre 2021 et 2027 pour renforcer les infrastructures, l'énergie, le numérique et les transports dans les régions partenaires, dont l'Afrique. Le Danemark estime que ces investissements doivent prioritairement soutenir les énergies renouvelables, l'accès à l'eau, l'agriculture résiliente et la formation professionnelle des jeunes, afin de créer des emplois locaux et de réduire les causes profondes de l'instabilité et des migrations. Toutefois, notre pays insiste sur un contrôle rigoureux des financements et une évaluation claire des résultats. L'aide économique doit être transparente, mesurable et réellement bénéfique aux populations locales. Cette exigence s'inscrit dans la tradition danoise d'une aide publique au développement élevée et responsable, dépassant l'objectif international de 0,7 % du revenu national brut.

Ainsi, la position du Danemark se caractérise par une coopération exigeante mais constructive. Notre pays défend une action européenne coordonnée, fondée sur la démocratie, la lutte contre le terrorisme au Sahel par le renforcement institutionnel, une politique migratoire ferme et un développement économique durable et contrôlé. Le Danemark soutient le multilatéralisme, c'est-à-dire la coopération entre plusieurs États pour agir ensemble face aux crises internationales. Une coopération solide, fondée sur des principes clairs et une responsabilité partagée, constituent la meilleure garantie d'une stabilité durable pour l'Europe et l'Afrique de l'Ouest.

